

Faut-il lever l'équivoque ?

UN ENTRETIEN AVEC PIERRE BITOUN ET PIERRE ALPHANDÉRY, AUTEURS AVEC YVES DUPONT DE "L'ÉQUIVOQUE ÉCOLOGIQUE" (LA DÉCOUVERTE ; 1991)

■ **Terminal : Comment en êtes-vous venus à écrire un livre sur l'écologie ? Et comment situez-vous ce paradigme qui "coiffe" toutes les réflexions ?**

Pierre Alphandéry : Chercheurs en sciences sociales à l'INRA, travaillant sur les politiques agricoles et l'évolution des agriculteurs, nous avons été amenés à réfléchir sur des traditions politiques que l'on retrouve dans l'écologie.

Quand on parle d'écologie, on ne sait plus très bien de quoi on parle. J'ai été surpris par l'extraordinaire diversité des composantes de la sensibilité écologique, et par le fait qu'elles n'avaient pas de frontières extrêmement marquées entre ceux qui s'intéressent aussi bien à la politique, qu'à la diététique ou au spiritualisme, etc...

Par commodité, nous distinguons trois registres.

Le premier est celui de **l'écologie scientifique**, une des matrices, où se trouvent privilégiées la lutte contre les pollutions, locales ou planétaires et la protection des diversités biologiques dans la nature, la planète, la biosphère.

La deuxième est imprégnée de l'idée que le bonheur humain ne réside pas seulement dans l'accumulation des marchandises, mais que la nature constitue un ressourcement indispensable à des individus en quête d'épanouissement.

Le troisième registre postule une dimension sociale et politique à l'écologie :

elle devient donc une réflexion sur la manière d'habiter le monde, sur l'homme comme victime de l'antagonisme entre la nature et la société.

Ces trois dimensions sont extrêmement imbriquées. Elles contiennent aussi des ambiguïtés et même des équivoques (c'est une des raisons du titre de notre livre).

■ **Terminal : Quelles équivoques dans l'écologie scientifique ?**

Pierre Alphandéry : Je ne m'étendrais pas longtemps sur l'éco-business et les produits propres... Même s'il paraît souhaitable d'internaliser les coûts de pollution à l'intérieur des prix, on voit mal comment ceux-ci fourniraient de bons indicateurs de ce que la biosphère pourrait supporter. Penser que des techniques devenues propres et la multiplication des domaines de l'éco-business pourraient résoudre les problèmes écologiques relève d'un bel optimisme, à moins de confier à la science l'élaboration de normes planétaires pour orienter les marchés.

On ne peut cependant nier que l'écologie scientifique ait effectué des avancées : la théorie des systèmes permet de mieux appréhender les processus chimiques, physiques et biologiques sur la planète, d'analyser les modifications de la biosphère par l'activité humaine, les climats notamment.

Ainsi l'hypothèse Gaïa postule une régulation par la vie elle-même des conditions atmosphériques du globe. L'écologie devient donc globale regroupant toutes les sciences de la vie. Elle représente la vie comme phénomène unitaire, à extension planétaire. L'homme a charge de la protéger.

Dans cette écologie scientifique, la sauvegarde planétaire est confiée à de grands programmes internationaux, comme *Global Change* qui étudie l'évolution de la vie dans la biosphère à travers diverses approches.

Gérés par les états ou les organisations scientifiques et internationales (ONU, UNESCO) ces programmes disposent de gros moyens financiers. Plus lo-

calement, l'écologie scientifique s'investit dans l'étude des fonctionnements des écosystèmes, des conditions du développement durable et du maintien de la diversité biologique. Cet écologisme est évidemment nécessaire.

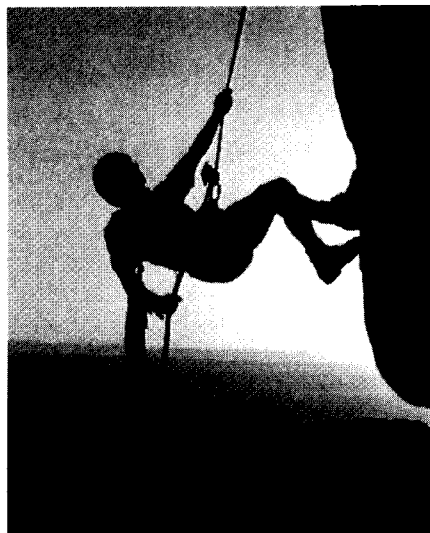
Mais il peut devenir dangereux si, en gommant les dimensions sociales et politiques, il devient seulement affaire d'experts. Les écologistes au nom d'une gestion rationnelle des ressources soumettraient les activités humaines à une espèce d'économie de la nature généralisée laissant en pointillés la question des solidarités, des besoins... Les notions de coévolution, d'équilibre, présentes dans le livre d'A. Waechter "*Dessine-moi une planète*" créent une ambiguïté : On glisse souvent du scientifique au politique. Waechter prône une harmonisation des rapports entre l'homme et la nature, une nouvelle "cybernétique sociale". Beaucoup de concepts sont repris de l'écologie scientifique ou du systémisme.

La force d'attraction de l'écologie scientifique repose sur son imbrication avec ce qu'on appelle l'écologie hégoniste, celle de l'épanouissement individuel : loisirs verts, consommation saine, diététique etc... et l'**écologie spiritualiste** fondée sur l'idée que la conscience planétaire commence par un approfondissement de la connaissance de soi et le déplacement de la rationalité occidentale. Quête d'autonomie ou suprême utilitarisme, cette écologie est très ambiguë. Elle se rattache souvent à la mouvance Nouvel-âge, assez large et composite, marquée par l'idée d'autonomie, mais qui se lance aussi dans la formation des cadres, marche assez juteux...

Tous ces mouvements s'appuyant sur des revues "*Troisième millénaire*", "*Nouvelles clés* etc..." , fournissent un contingent des écologistes.

■ **Terminal : Ceux que l'on retrouve aux salons Vivre et travailler autrement, mais surtout à Marjolaine...**

Pierre Alphandéry : Cette écologie spiritualiste étonne car malgré ses côtés très traditionalistes, elle se met en





concordance avec l'écologie scientifique notamment celle qui évoque l'hypothèse Gaïa.

Autre genre : **l'écologie pédagogique** qui entend se servir de la protection de la nature pour modifier les comportements quotidiens des individus pris dans leur dimension sociale, et non seulement dans leur dimension intérieure, et également rappeler aux gouvernements les devoirs de conservation de la nature qui s'imposent. Par exemple la fondation Cousteau s'est illustrée en faisant signer massivement une pétition pour préserver l'Antarctique de l'exploitation minière et une autre pour faire voter par l'ONU un certain nombre d'articles d'une charte pour transmettre une planète viable aux générations futures. Très active cette écologie se manifeste surtout dans les médias.

Bien que Cousteau intervienne régulièrement sur des sujets d'ordre général ou moraux, sa logique reste celle de l'écologie scientifique. Cette écologie a un impact particulier. Elle procède par admonestations, se servant de la nature pour rappeler aux citoyens et aux gouvernements que tout ne leur est pas permis.

Enfin, il y a différents mouvements qui veulent fonder de nouvelles formes de citoyenneté, d'autres liens sociaux dans une société individualiste, privée de civisme et de repères politiques. **Cette écologie de la citoyenneté** s'exprime à travers les conflits sur l'aménagement du territoire, les TGV, les autoroutes, les barrages, l'enfouissement des déchets radioactifs. Défensives, ces luttes, réclament aussi l'accès à de nouveaux droits : de l'habitant, de l'usager, de contrôle sur l'évolution des sciences et des techniques. Elles impliquent aussi des formes plus directes de démocratie, de solidarité, d'entraide. Elles rejoignent souvent des écologistes plus radicaux qui s'attaquent non seulement aux effets, mais aussi aux causes de tous ces dysfonctionnements.

Cette écologie politique et radicale reproche à la rationalité moderne de ne plus prêter attention aux fins, d'être purement opératoire. Anti-productivistes ra-

diciaux, ces écologistes considèrent que l'homme a perdu toute maîtrise du développement et instrumentalise totalement la nature. Donc, la personne et la planète seraient menacées en fait par les mêmes ennemis : le gigantisme des choses, des structures industrielles, des marchés mondiaux, des villes, des réseaux financiers et des institutions publiques et militaires.

Finalement, l'homme se retrouve la première victime de l'antagonisme entre la société et la nature, et les sociétés post-industrielles produisent de plus en plus d'exclus de toute sorte. Le constat générateur de ces formes d'écologisme est celui d'une dénaturation toujours plus poussée, l'artificialisation croissante des modes de vie mais également la rupture avec les différents modes d'appartenance sociale. L'écologie politique, tente de réfléchir aux moyens de resubstantialiser les liens sociaux par l'intermédiaire des petits groupes, de renforcer l'autonomie des citoyens par rapport à l'Etat et au marché, de recréer des espaces publics de débat. Par exemple les Verts, qui sont des représentants de cette écologie mais pas les seuls, proposent un partage du travail, une redéfinition des besoins, d'autres rapports avec le tiers-monde etc...

■ **Terminal : Après cette classification, venons-en au contenu même de ce que vous appelez l'équivoque.**

Pierre Bitoun : Ce qui vient d'être dit, constitue pour nous les premiers niveaux d'ambiguïté de l'écologie : son caractère nébuleux. Notre idée centrale est qu'il y a une équivoque plus souterraine, plus profonde, derrière toutes ces ambiguïtés. On la résume en disant "l'écologie est entre ciel et terre", c'est à dire tiraillée entre deux conceptions de l'homme, de la société et de la nature. L'une qu'on peut qualifier de futuriste, et l'autre de passéiste ou traditionaliste. Nous essayons de montrer les ingrédients qui peuvent conduire à ces deux dérives qui de plus s'engendrent l'une et l'autre.

Du côté du futurisme, les indices sont les plus importants, les plus nombreux. Il y a l'éco-business. Tout cela aura bien sûr des effets bénéfiques en matière de diminution de la pollution, mais notre crainte est que cela consiste à réduire le projet écologique à la protection de l'environnement, à dépolitiser l'écologie pour l'intégrer au mécanisme de la société marchande et de consommation. Un bon exemple est celui de la prolifération des parcs de loisirs qui consiste, à fabriquer une techno-nature, des morceaux de na-

ture sous serre, propres à être consommés pour une population de plus en plus urbaine et en mal de dépaysement.

Autre indice du futurisme écologiste : le développement de *l'écologie spatiale*. C'est à dire -sous l'égide des grands programmes Nasa et ses équivalents en Union Soviétique et au Japon - la multiplication des contrôles écologiques par satellites, chargés de mesurer la pollution, la dégradation de l'atmosphère, éventuellement d'aller rechercher sur d'autres planètes de nouvelles ressources. Cela peut avoir des effets bénéfiques (sur le trou de la couche d'ozone ou sur le suivi des phénomènes globaux), mais cela confère à terme un pouvoir accru à l'écologie scientifique au détriment de l'écologie politique. Sans parler des liens entre satellites écologiques et satellites militaires...

Autre indice inquiétant : le développement extrêmement rapide des sciences du vivant, avec les manipulations génétiques, que cela concerne les plantes, les animaux ou les être humains. Les propagandistes de ces sciences du vivant nous promettent, grâce à l'ensemble de ces progrès, à la fois de supprimer la faim et les maladies. Comme si la question de suppression de la faim était d'ordre purement technique, comme si on allait s'arrêter simplement à la guérison du pathologique. Atallli constate lucidement qu'on passera inévitablement de cette dernière à la modification du normal.

Dernier indice enfin : la croyance en l'informatique, technologie propre, douce, décentralisée, conviviale etc. (cf. Joël de Rosnay et bien d'autres). La convivialité écologique passerait par le câblage mondial et les réseaux de télécommunication... indice d'une civilisation post-industrielle "branchée", mais apolitique.

■ **Terminal : Où se situe l'équivoque passéiste ?**

Pierre Bitoun : Par contrecoup de cette dérive futuriste de l'écologie et de son cortège d'exclus se renforce une voie passéiste. Nous avons étudié la tradition conservatrice de De Maistre à Maurras, Barrès, Pétain... toute cette lignée en opposition à l'homme abstrait et aux droits politiques de 89. On la retrouve dans l'écologie au travers d'une vision sacrée de la nature et d'une défense des particularismes identitaires et territoriaux contre l'individu abstrait de la révolution. Avec les années 80, cette tradition a connu un net regain. C'est l'écologie du Front National pour qui aimer la nature, c'est aimer l'identité française, sa préser-

vation et donc appeler au départ des étrangers. On passe de la nature au racisme et à la xénophobie, avec comme point focal l'idée de nationalisme mise à la sauce écologique.

Nous craignons que l'inquiétude sociale qui grandit : (disparition des sociétés paysannes, asphyxie des villes, surpeuplement des banlieues, technophobie), ne se mue en désespoir et ne conduise à comprendre l'écologie que comme un refuge nostalgique, un dernier lieu du sacré, y compris à travers l'acceptation d'un état nationaliste, autoritaire et xénophobe.

À notre sens, il faut reposer deux questions : celles des besoins et du rapport à la terre. On revient ainsi aux acquis et aux échecs de l'écologie politique et radicale des années 60 et 70. La question des besoins y était centrale à travers la redéfinition des modes de vie et la critique des outils. Réactualisons la : quel est le coût de nos besoins ? N'y a-t-il pas de gaspillage ? Comment partager ? Comment mettre en culture la science et la technique ? Pour le rapport à la terre, peut-on penser que la croissance et le développement économique doivent toujours s'identifier à l'arrachement, au déracinement des individus, à la suppression des liens de solidarité locale ? Ne faut-il pas que le développement économique fasse une large place aujourd'hui aux désirs et aux besoins d'appartenance des individus ?

■ **Terminal : Comment dépasser ces équivoques ?**

Pierre Bitoun : Nous avons ouvert ou rejoint quelques pistes pour une charte de l'écologie politique aujourd'hui. Idée essentielle : il faut être tiers-mondiste si l'on peut dire (au sens du T. O. E. S.) et reposer la question d'un autre ordre économique et financier international, lutter contre le G7 et la puissance du FMI, pour l'annulation de la dette.

Autre perspective : partager le travail et la production. Comme A. Gorz nous souhaitons que l'on limite l'hétéronomie pour accroître la sphère de l'autonomie. Ce partage de travail n'ira pas sans remise en cause des hiérarchies à l'intérieur des entreprises.

Autre piste : reconquête des droits civiques et des responsabilités par les citoyens grâce aux luttes associatives, à la critique des décisions publiques (enquêtes d'utilité, transport etc...), contre le cumul des mandats politiques, la confiscation des pouvoirs au profit d'une minorité.



Concernant la recherche sur l'homme (biologie, génétique, etc...) nous rejoignons les idées de moratoire de Jacques Testarf, et ceux qui refusent la marchandisation des gènes et du vivant (à travers les brevets, l'eugénisme etc...).

Et enfin essayons d'inventer des formes qui assurent une relation usufructière de l'homme avec la nature. Nous ne sommes plus maîtres et possesseurs de la nature, mais des êtres de dette à l'égard des générations passées. Il faut à tout prix créer des droits « conservateurs » pour les générations futures.

■ **Terminal (Eric Braine) :** Cette alternative futurisme ou passéisme fut aussi la notre à l'égard de l'informatique à Terminal. La refuser fut notre position au départ, au nom d'un « social » menacé de déconstruction : c'était un peu passéiste. En même temps, dans une tradition marxienne, nous comprenions que le futurisme technologique résoudrait aussi certains problèmes. Difficile de se définir entre les deux. Je fais cette analogie car l'écologie scientifique conduit au même dilemme, au même danger : c'est la première fois, aussi nettement, qu'une science prétend fonder une doctrine politique, intervient à ce point là dans la vie en société.

■ **Daniel Naulleau :** En même temps, on fait tout dire à cette science, puisqu'à la fois le Front National et des gauchistes s'en réclament.

■ **Pierre Alphandéry :** N'oublions pas que certains écologistes critiques et radicaux viennent de la science.

Par exemple, Konrad Lorenz qui voulait préserver une part d'énigme dans la vie, se prononçait pour borner très nettement l'activité de la science. Dans les années 70, une série de scientifiques mino-

ritaires sont intervenus vigoureusement dans le débat de l'intérieur même de la science.

■ **Jeannine Oresek :** Il me semble qu'en Allemagne, en France aussi, le mouvement écologique, au début avait des préoccupations plus politiques...

■ **Eric Braine :** Moins d'influence aussi !

■ **Pierre Bitoun :** Il y a un décalage chronologique entre les Grünen et les Verts français. Il y a toute une dimension pacifiste et antimilitariste chez les Grünen plus virulente, qu'en France ; mais surtout l'espace politique des Verts allemands était beaucoup plus grand que chez nous quand ils étaient à leur apogée. Maintenant ils sont relativement divisés. On retrouve un peu dans tous les mouvements verts européens ce débat entre les réalistes et les fondamentalistes.

■ **Eric Braine :** Pour revenir sur les équivoques, je ne crois pas qu'on puisse situer les débats des verts en terme de clivage droite/gauche. Le référentiel est autre, même s'il y a des composantes diverses dans l'électorat écologiste pouvant aller des socialistes et communistes déçus, aux gauchistes voir même à des gens d'extrême droite... D'autres valeurs que celles qui ont établi les clivages droite/gauche sont en jeu.

■ **Eric Braine :** Voilà le débat qui s'engage. Comment se traduisent les sentiments de déracinement, d'isolement, les conséquences sociales de la modernité ? Autrefois, par un vote PC, aujourd'hui par un vote pour les Verts ou pour Le Pen... ou une abstention. Cette idée du déracinement et de l'attachement au sol m'apparaît extrêmement importante dans votre livre.

■ **Pierre Alphandéry :** Ernst Bloch, un marxiste original, analysait la montée du fascisme à travers l'accumulation des déracinés en Allemagne (chômeurs, paysans, ex-soldats etc...). Il produit le concept de **catégorie non contemporaine**, terreau de l'ascension du nazisme.

Le lepenisme s'adresse aussi à tous ces gens qui n'ont plus d'inscription sociale, qui sont des exclus de la modernité ou peuvent le devenir. Pour relever le défi et empêcher que ça génère le fascisme, il faut repenser le problème de l'inscription sociale, de la communauté (pas forcément de sol et de sang) sans idéali-ser le passé, sans démagogie. ■